



Cumul des cofinancements IEJ FSE

Introduction :

Afin de favoriser la fluidité des parcours des jeunes, la DGEFP et l'UNML ont entrepris de clarifier pour les professionnels des Missions Locales, les règles ou précautions à considérer dans le cadre des opérations cofinancées par le FSE/IEJ.

Au cours de l'année 2015, et suite à une mise en œuvre rapide de l'IEJ sur les territoires, plusieurs questions sont apparues. Cette note a vocation à sécuriser financièrement les porteurs de projets, notamment lors des contrôles du service fait, et à et à simplifier l'information des structures menant des actions à destination des jeunes pour optimiser la mise en œuvre des parcours d'accompagnement.

La question du cumul de financements par les fonds européens peut s'apprécier de plusieurs manières :

1/ Vérification de l'absence de double financement pour un projet cofinancé par le FSE/IEJ :

a/ Qu'est-ce que le double financement ?

Le double financement consiste à faire financer les mêmes postes de dépenses pour un même projet auprès de cofinanceurs ou programmes différents.

b/ En quoi consiste la vérification pour les projets cofinancés par le FSE/IEJ ?

Au niveau d'un même projet, il convient de veiller à l'**absence de double financement que ce soit :**

- par des autorités de gestion différentes : c'est-à-dire qu'un **même projet ne peut pas faire l'objet d'un cofinancement FSE/IEJ par l'Etat sur le PON IEJ et par les conseils régionaux sur leurs programmes opérationnels FEDER-FSE** : les lignes de partage définies localement doivent prévenir ce genre de situation. Sur le PON IEJ, l'Etat est globalement responsable du repérage et de l'accompagnement des jeunes, les conseils régionaux de leur formation.
- **au titre du volet central et du volet déconcentré du PON IEJ (ou FSE).** La séparation se fait par acteurs et dispositifs : la liste des acteurs et dispositifs financés au niveau central est limitative, le reste relève d'un cofinancement par les services déconcentrés le cas échéant.

Les dispositifs financés par le volet central dans le cadre du PON IEJ :

- la Garantie Jeunes
- l'AIJ
- l'accompagnement par l'APEC
- la formation des Emplois d'Avenir

2/ Participation d'un même jeune à des actions simultanées ou successives cofinancées par l'IEJ ou le FSE dans le cadre de son parcours

La question est celle de **l'articulation entre dispositifs cofinancés par l'IEJ ou le FSE**. S'il est difficile d'apporter une réponse globale tenant compte de l'ensemble des cas de figure, on peut rappeler les principes suivants :

- **L'enchaînement d'actions cofinancées par l'IEJ est possible**, la construction du PON IEJ favorise même **la logique de parcours** : le repérage, l'accompagnement et la mise en situation professionnelle sont des « phases » qui ont vocation à s'enchaîner et se compléter. L'enchaînement de deux phases identiques, par exemple un accompagnement CIVIS et un accompagnement Garantie Jeunes, est possible du point de vue de l'IEJ mais doit être appréciée en opportunité du point de vue du parcours du jeune.
- **Le cofinancement de plusieurs actions simultanées** en faveur d'un jeune, sur un ou plusieurs PO, est également possible dès lors que **l'assiette de dépenses** (c'est-à-dire les dépenses du porteur de projet retenues pour calculer le cofinancement IEJ ou FSE) **et l'objet** (c'est-à-dire ce sur quoi porte le cofinancement) **du cofinancement sont différents**.

Par exemple, un jeune accompagné par une mission locale peut se voir proposer une formation cofinancée par l'IEJ via le conseil régional.

En revanche, **le même participant ne peut pas être inscrit dans deux dispositifs différents mais ayant le même objet ou la même nature**. Ainsi, il n'est pas possible d'être participant à une action d'accompagnement renforcé avec un référent unique d'une association d'insertion et simultanément être en garantie jeune puisque l'accompagnement renforcé est une composante de chaque dispositif. De même, **l'IEJ (ou FSE) ne peut pas cofinancer deux actions différentes de la mission locale si les dépenses sont les mêmes** (même personnel, ...), par exemple au titre de l'accompagnement d'un jeune et au titre d'une autre action.

Il conviendra de s'assurer que la description du projet est suffisamment détaillée dans la convention pour permettre les actions complémentaires simultanées. C'est en particulier le cas de « l'accompagnement » dont les modalités doivent être précisément définies de manière à permettre de déterminer ce qui relève précisément de cet accompagnement (principal) et ce qui relève des actions dites complémentaires (accessoires).

A titre d'illustration, voici un jeu de questions-réponses récurrentes sur l'IEJ :

Un jeune peut-il bénéficier de plusieurs actions financées par l'IEJ ? : peut-il sortir d'un projet cofinancé par des crédits IEJ relevant du PO Etat pour entrer vers un autre projet cofinancé par des crédits IEJ du PO Etat ?

Oui s'il s'agit de deux opérations distinctes qui, en s'articulant, peuvent être dans la continuité l'une de l'autre et/ou complémentaire l'une de l'autre.

L'IEJ ne finance pas que des actions d'accompagnement, notamment pour le cas de l'IEJ des régions qui cofinance généralement leurs actions de formation. Dans ce cas, deux opérations peuvent être mobilisées simultanément si c'est durant son accompagnement que le jeune bénéficie d'une formation du conseil régional et dès lors que l'assiette de dépenses est différente.

En revanche, un jeune ne peut pas bénéficier simultanément de deux accompagnements sur les techniques de recherche d'emploi au titre de l'IEJ. Il faut donc vérifier en cas de pluralité d'actions que ces dernières sont complémentaires et de nature différente au bénéfice du jeune afin d'éviter les chevauchements non pertinents.

Un jeune peut-il sortir d'un projet cofinancé par des crédits IEJ de l'Etat pour aller vers la garantie jeune (financé par le PO IEJ volet central) ?

Rien ne l'empêche d'un point de vue réglementaire dans la mesure où le critère NEET s'apprécie au moment de l'entrée dans l'opération. Si le jeune n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation alors il est NEET et éligible. Le critère NEET n'empêche pas que le jeune soit ou ait pu être accompagné par ailleurs.

En revanche, cela peut ne pas être très cohérent en termes de parcours et doit s'apprécier en opportunité.

Un jeune ayant bénéficié d'une action cofinancée par des crédits IEJ portée par l'éducation nationale (repérage) peut-il entrer sur une action d'accompagnement ou de formation cofinancée par des crédits IEJ ?

Oui, au contraire il faut favoriser les logiques de parcours. Comme pour les actions de formation du conseil régional, il faudra veiller à la bonne articulation des opérations pour que le jeune ne soit pas accompagné deux fois au même moment au titre de l'action portée par l'éducation nationale et au titre de l'action financée par l'Etat.

Un jeune en Garantie Jeunes peut-il bénéficier d'une autre action cofinancée par l'IEJ durant son parcours ?

Si l'action est mise en œuvre par des personnels différents de ceux de la garantie jeunes, que les dépenses sont identifiées et différentes et que l'action n'est pas prévue dans le cahier des charges garantie jeunes, alors c'est théoriquement possible. Toutefois, compte tenu de tous ces éléments, cela peut être difficile à justifier. D'autre part, il faut veiller à la vérification et l'attestation du critère NEET à l'entrée des différentes actions : la garantie jeunes comprend des périodes d'immersion en entreprises durant lesquelles le jeune n'est pas NEET, le jeune ne peut donc pas être inscrit dans une autre action durant ces périodes.